

Nous proposons, ci-dessous, la suite de l'échange entre Ph.Pelletier et J.Wajnsztein commencé sur le le billet [A la suite de Rapports à la nature, productivisme et critique écologique](#). Ils reviennent sur les tendances catastrophistes de façade en vogue et les orientations au sein du capitalisme du sommet qui les prolongent.

---

Le 21/10/2017

Bonjour Jacques,

J'ai bien reçu ta nouvelle mouture.

D'abord un point de méthode : je n'y réponds pas sur le fond, je n'ajoute pas mes commentaires (qui seraient nombreux), j'apporte juste quelques précisions.

- De Jouvenel : tu l'as rayé de la liste des personalistes, car comme je te l'indiquais, il ne fait pas spécifiquement partie de ce courant. Mais il n'en est pas loin. Il les connaissait, même s'il ne les fréquentait pas dans les années 1930 (dans les années 1960-70, c'est une autre histoire).

En gros, les personalistes représentent les ancêtres de la tendance « romantique » et « mystique » du courant écologiste (qui correspond en gros à l'environnementalisme américain premier genre avec Thoreau, John Muir, puis Aldo Leopold, puis la deep ecology). De son côté, De Jouvenel est le symbole de la future tendance gestionnaire du courant écologiste (qui correspond en gros à l'environnementalisme américain utilitariste initialement représenté par George Perkins Marsh, Pinchot, Harlan Barrows, l'Ecole de Chicago, etc.).

Quelque part, les savants (i-e les scientifiques qui travaillent en laboratoire et qui sont insérés dans l'académie, mais qui peuvent être proches de l'un ou l'autre des deux courants) font le lien, en interface directe avec le politique puis le médiatique.

Le capitalisme vert naît de la conjonction de ces trois tendances. Isoler l'une de l'autre aboutit à ne pas comprendre ce qui se passe.

De Jouvenel est emblématique de cette conjonction essentielle. Il représente le courant planiste, le plus lucide et très pragmatique. Son texte de 1957, où il est le premier au monde à formaliser ce qu'il appelle avant bien d'autres l'écologie politique, est absolument fondamental. Il annonce presque mot pour mot ce qui arrive de nos jours : problématique de l'énergie, des ressources, économiser, recycler, méfiance du nucléaire... Il préfère le rapport

Blueprint for survival au Rapport Meadows, qui date de la même année (1972), mais il est membre co-fondateur du Club de Rome qui a commandité le Rapport Meadows.

De Jouvenel reste cohérent : il a toujours été partisan d'une planification et d'un interventionnisme de l'Etat, plus ou moins tempéré selon le contexte de son parcours (Jeunes Turcs du Parti radical, puis PPF, puis Société du Mont-Pélerin, puis Club de Rome...).

- Le Club de Rome : tu n'as pas changé la phrase où tu déformes ma position, il faut donc que je précise à nouveau les choses.

Le Rapport Meadows livre trois scénarios. C'est le 3e, le plus sombre, le plus catastrophiste qui est retenu, par les militants, par la société du spectacle et par certains savants (mais pas tous, les discussions sont vives à l'époque). Trente cinq ans après, la situation actuelle correspond à un mélange des trois scénarios, mais les derniers rapports du Club de Rome mettent désormais l'accent sur un catastrophisme épousant l'air du temps et les stratégies eschatologiques ou messianiques. Sauver la planète appelle un ou des sauveurs, et ce sauveur, c'est la gouvernance écolocratique mondiale.

Autrement dit, contrairement à ce que tu me fais dire (début de la p. 2 de ta 2e mouture), la notion même de développement soutenable est non pas le signe de la défaite des catastrophistes du Club de Rome, mais bien de leur victoire : car ils sont dans l'action, et même dans la prophétie auto-réalisatrice. Si jamais des membres du GIEC constatent une inversion significative des courbes de température, tu vas voir combien certains écolocrates vont vite nous dire que c'est grâce à leur signal d'alarme, grâce aux mesures qui ont été prises que le pire a été évité, mais que la situation reste préoccupante, qu'il faut encore se serrer la ceinture, etc.

Cela n'exclut pas une contre-offensive des savants et des gouvernements des pays émergents (elle se dessine au Japon qui n'est pas un pays émergent, mais où la question est liée au nucléaire...).

Encore un mot sur ces questions.

Sans surestimer leur pouvoir, le rôle des savants travaillant sur l'environnement est crucial. Ils donnent la feuille de route, ils cultivent leur propre pré carré, donc ils dramatisent facilement et à outrance pour toucher des crédits. Je suis dans la boutique, je suis bien placé pour le voir. C'est la course au DD et au « dérèglement climatique », même si certains n'en pensent pas un mot, car c'est le meilleur moyen pour toucher du fric et être respecté, sinon vu et admiré.

La situation des climatologues (et en particulier des géographes climatologues) est quasi schizophrénique. En off, ils contestent tout ou partie des rapports du GIEC car leurs propres travaux de base contredisent bien souvent la ligne officielle. En in, ils ne disent rien, ou le contraire, car ils ont peur d'être taxés de climato-sceptiques (comme à la belle époque où il ne fallait pas critiquer le stalinisme car c'était faire le jeu de la droite, ce sont les mêmes registres psychologiques et sociologiques...), de se faire traités de « complotistes », d'être mis à l'index, et de ne plus avoir de crédits. Et quand on sait que Jean Jouzel, grand manitou de Météo-France, est un ancien du CEA et qu'il est partisan du nucléaire, on peut comprendre aussi pas mal de choses...

Heureusement, ça secoue un peu dans le lanterneau, mais les jeunes, en particulier, qui doivent faire leur place, ont peur et n'avancent que prudemment.

Bien à toi,

Philippe.

---

Le 23/10/2017

Philippe,

C'est justement parce que, comme tu le dis, le Club de Rome utilise un mélange des trois scénarios que c'est une position moyenne et non catastrophiste, alors que la position des années 1970 sur la croissance zéro l'était dans la mesure où elle était maximaliste, infra-politique au sens où elle me semblait dicter par une stratégie à dominante technocratique correspondant d'ailleurs, à l'époque à celle qui prédominait dans les grandes firmes et au niveau des États, processus bien décrit en interne par J.K Galbraith. Une position qui se voulait stratégique donc en opposition frontale aussi bien vis-à-vis des positions court-termistes des milieux industriels traditionnels et de ceux de l'agro-business ; que des souverainismes nationaux cherchant à exalter leur puissance sans limitation.

Je crois que tu te laisses abuser par l'idéologie ou la propagande performative du pouvoir. A l'époque il ne pouvait y avoir de catastrophisme idéologique car la lutte principale c'était la lutte de classes et une perspective de « crise finale » qui ne pouvait qu'être niée en tant qu'arme de l'ennemi de classe. Le combat idéologique était donc, de ce fait, circonscrit à ce champ, à condition de le concevoir dans sa dimension internationale (victoire des démocraties y compris « populaires » sur le nazisme, partage du monde entre deux camps antagonistes). Le « nous sommes tous des juifs allemands » (Auschwitz) et le « il ne faut pas

désespérer Billancourt » sont typiques des références et du type de « catastrophe » dont on parlait à l'époque : le génocide contre les juifs, la dictature du prolétariat, la victoire du clan soviétique, la guerre nucléaire (Hiroshima).

Aujourd'hui que ces dangers sont sortis de l'Histoire (quoique pour le danger nucléaire !) ou plutôt que l'Histoire est sortie du champ des enjeux qui faisait la « grande politique » (tu dois en savoir quelque chose en tant que géographe), a maxima l'idéologie de la catastrophe et a minima celui du risque peuvent s'affirmer comme idéologies de remplacement et idéologies spectaculaires, puisque tu emploies le terme de spectacle. Mais concrètement sur le terrain ce n'est pas ce qui se passe puisque nous sommes toujours dans la course à la croissance quantitative qui plus est et non dans le retour à l'idéologie de la croissance zéro qui n'est guère soutenue que par les militants de la décroissance.

Il y a aussi ici, pour moi, trois niveaux :

- celui, inférieur, de la propagande en direction de l'opinion publique où règne un catastrophisme intéressé prélude à des mesures éventuelles d'autoritarisme et de contraintes à venir, mais où les pouvoirs en place se contentent pour le moment d'une sorte d'initiation au recyclage et à la lutte contre le gaspillage avec en toile de fond la ritournelle « Sauver la planète » ou plutôt « Sauvez la planète » comme si chacun pouvait y mettre un peu du sien.

- le niveau intermédiaire qui est celui des producteurs (entreprises petites et moyennes, petits propriétaires de l'agriculture, artisans/commerçants) à qui justement sont adressées les concepts ou plutôt les mots d'ordre tactiques de « développement durable » ou « développement soutenable » qui sont une prise en compte des « limites », mais en dehors de toute alternative. En cela, elles rentrent en conflit, si ce n'est en contradiction avec les productions biologiques quel que soit le jugement qu'on puisse porter sur ce type de production (forme de capitalisme vert, fausse alternative car tendance à l'industrialisation du « bio » et marge tolérée de non bio en extension, ou bien encore geste de résistance positive par opposition à la critique négative et « radicale »).

- le niveau supérieur et stratégique des grands « clubs » internationaux, des pays dominants, des grandes firmes qui sont dans la gestion stratégique des « limites » parce que le seul point qui fait consensus entre ces forces, c'est la reconnaissance qu'elles ont plus intérêt à coopérer stratégiquement (globalisation positive pour tout le monde) qu'à se déchirer tactiquement par une concurrence où la lutte est féroce. Mais la ligne directrice est peu évidente à élaborer et suivre parce que justement il n'y a aucun point

de consensus autre que cette nécessité d'une pensée stratégique globale. Il n'y a pas de Weltanschauung autre que bourgeoise et il n'y a plus de pensée bourgeoise à l'époque de la société du capital. D'où la difficulté à faire co-exister l'administration Trump, la banque allemande, le PC chinois, les pétromonarchie, Lafarge, Volkswagen, les GAFA.

Ainsi tu cites les nucléaristes catastrophistes mais je te réponds Trump et gaz de schistes. Par ailleurs, les « droits à polluer » représentent quand même une innovation juridique récente qui indique bien que la tendance libérale-politique l'emporte pour le moment sur la tendance techno-bureaucratique.

J'espère que ça t'éclaire un peu.

Si on en vient aux experts et savants climatologues, je suis d'accord pour reconnaître avec toi leur course aux crédits et aux situations de niche, chose que j'ai attaquées dans mon livre sur les rapports à la nature et les théories du genre à propos des chercheurs en sciences humaines, mais leur position n'est pas plus marquante que celle des chercheurs qui trichent au profit de Monsanto ou de je ne sais quel trust pharmaceutique, à des fins financières personnelle certes, mais aussi parce qu'ils sont dans l'idée que « tout ce qui peut être fait doit être fait » et donc aux antipodes d'une vision catastrophiste.

Tout ça pour dire, une fois de plus, qu'il n'y a pas de « plan du capital », mais des fractions dirigeantes en conflits d'intérêt qui s'affrontent au niveau de l'hyper-capitalisme du sommet (ce que j'appelle le niveau I de la domination, cf. n°15 de Temps critiques ou le livre Après la révolution du capital). Mais contrairement à l'époque précédente des guerres mondiales puis de la guerre froide, il se dégage une sorte de consortium qui gère internationalement ces conflits et fait en sorte que les guerres soient maintenues en dehors du cadre géographique vital à la reproduction d'ensemble du capitalisme global et que l'idée même de guerre soit exclue de l'hypothèse présidant à l'existence de ce consortium.

Rien ne dit évidemment qu'il sera éternel.

Voilà pour le moment,

A te lire,

Jacques W

---

Le 26/10

C'était certes le cas à l'époque puisque je l'ai mentionné dans ma dernière lettre , l'enjeu était encore situé dans le cadre de la lutte de classe. Mais ce n'est plus le cas actuellement.

Pour moi il n'y a plus rien à cacher ou à masquer (pour les différentes forces de pouvoir) sur ce terrain là car il n'est plus central. Les rares résistances ont eu lieu en France avec la bagarre contre les lois travail, mais la forme même qu'elles ont prises au cours du « printemps des places » indiquaient que la résistance elle-même est décalée et non classiste, a-classiste plutôt qu'inter-classiste d'ailleurs, à mon avis. A partir du moment où elles redevaient plus « classistes » comme depuis septembre, elles ont montré leur peu de force (une grève courte de quelques dizaines de « privilégiés » du secteur des ports pétroliers a plus de poids qu'un million de salariés lambdas dans la rue).

C'est d'ailleurs reconnu par la plupart des gauchismes, anarchismes et alternativistes qui ont de fait porté leur attention sur : avant hier la nature, hier le genre, aujourd'hui la race et développent par ailleurs une lecture « sociale » du retour de la religion permettant de recycler les prolétaires au travers de l'émergence d'une religion des pauvres. Les luttes sociétales supplantent les luttes sociales. La « question sociale » se fait évanescence. Et c'est d'ailleurs à ce titre que peut se développer une sorte d'écologisme d'État dans certains pays. Mais nous retombons toujours sur le même différend puisque si je ne mets nullement en cause le côté alarmiste du rapport Meadow, le contexte n'est plus le même.

Certes il est toujours capitaliste, mais on assiste aujourd'hui à une sorte de congruence entre « l'état d'équilibre » dont parle le rapport Meadow et la sorte « d'état stationnaire » , déjà anticipé par Ricardo auquel correspondrait ce que j'appelle la « reproduction rétrécie ».

JW

---

Le 26/10/2017

Bonjour Jacques,

Je souscris entièrement à tes dernières remarques.

Oui, les luttes sociétales supplantent les luttes sociales (ce qui pose, soit dit en passant, des problèmes à mon avis assez graves au sein du mouvement anarchiste).

Oui, cela se répercute en faveur d'un écologisme plus ou moins militant.

Ta notion de « reproduction rétrécie » est intéressante (quoi que méritant davantage

d'explication. C'est dans ton livre ?), et c'est bien là-dedans que se situe le Club de Rome.

Des points d'accord, donc. À toi de voir comme tu reformules les choses dans ton texte (et notamment dans le passage sur le CdR).

Bonne journée,

Philippe.

---

Le 27/10/2017

Philippe,

En fait je ne vais faire que reprendre le texte (en rouge-gras une fois noirci) parce que je pense que c'est plus vivant de montrer l'ensemble comme enrichie par la discussion avec tout le processus d'échange que d'en faire un texte complet et accompli dont a priori je ne vois pas l'usage public au sens large, mais si tu vois un usage possible tu peux me préciser et je pourrais alors le reprendre en essayant d'intégrer encore les dernières précisions données dans les échanges.

Donc, après discussion au sein de la revue nous optons pour :

- mon premier texte a été publié sur le site de Temps Critiques et sur Mondialisme.org avec les réf à Bernardo et toi puis envoyé au Portugal.
- ta première réponse puis mon texte « enrichi » vont être publiés sur notre blog avec la réf au texte d'origine du site. Puis quelques jours après nous publierons sur le blog l'ensemble de notre correspondance depuis ta seconde réponse jusqu'à celle d'aujourd'hui.

Pour ce qui est de la notion de « reproduction rétrécie » tu peux te reporter aux articles du n°17 de la revue : [Sur la politique du capital](#) et [Notes de lecture sur le livre : Le capital comme pouvoir](#) et la notion de « capitalisation ».

Ils sont disponible en ligne sur notre site et tu peux facilement les télécharger.

Autrement tout notre corpus le plus récent est synthétisé dans le vol IV de l'antheo des texte de Temps Critique, [La société capitalisée](#).

Bien à toi,

Jacques